

ARRÊTÉ

N° 2022-PREF-DCSIPC-BSIOP. n°1252 du 1^{er} décembre 2022
portant mesures de police applicables dans le département de l'Essonne,
en vue de prévenir les violences urbaines.

LE PRÉFET DE L'ESSONNE

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;

Vu la loi n°2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés ;

Vu le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V du livre V de sa partie réglementaire ;

Vu le code pénal, notamment ses articles 322-5 et 322-11-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L122-1 et L742-7 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 11 ;

Vu le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

Vu le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu le décret n°2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, Préfet hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

Vu le décret du 13 octobre 2020 portant nomination de Monsieur Cyril ALAVOINE, Sous-Préfet, Directeur de cabinet du Préfet de l'Essonne ;

Vu l'arrêté N° 2018-PREF-DCSIPC/BSIOP/1194 du 7 décembre 2018 relatif à l'utilisation par des particuliers des artifices de divertissement et articles pyrotechniques dans le département de l'Essonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-PREF-DCPPAT-BCA-128 du 23 août 2022 portant délégation de signature à M. Cyril ALAVOINE, directeur de cabinet du préfet de l'Essonne ;

Considérant que, en application des articles L. 122-1 du code de la sécurité intérieure et 11 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet de département a la charge de l'ordre public, notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant que les violences envers les forces de l'ordre sont à un niveau élevé depuis le début de l'année 2022 avec 287 jets de projectiles, dont 23 dénombrés sur la période du 01/11/2022 à ce jour, incluant des tirs de mortiers ;

Considérant qu'à l'occasion d'interventions, les forces de sécurité intérieure font régulièrement l'objet de jets de projectiles, de guets-apens et de tirs de mortiers, notamment :

- Dans la soirée du 26 octobre 2022 à 20h15, quartier de la Croix de Vernailles, les effectifs de police ont constaté la présence d'une dizaine d'individus à proximité du city stade, qui, à l'approche des policiers, ont lancé un projectile sur le toit du véhicule ;
- Dans la soirée du 27 octobre 2022 à 19h15, quartier de la Croix de Vernailles, lors d'une patrouille dans le quartier, les effectifs de police ont été la cible de tirs de mortiers par une quinzaine d'individus, alors qu'ils sortaient de leur véhicule suite à la découverte d'un vélo électrique abandonné ;
- Dans la nuit du 28 octobre 2022 à 00h55, devant l'hôtel de police d'Evry-Courcouronnes, le policier en faction au portail de l'hôtel de police constatait qu'un groupe de trois hommes tentaient de tirer dans sa direction avec un tube de mortier d'artifice avant de prendre la fuite ;
- Dans la soirée du 29 octobre 2022 à 19h00, Rue du Général Leclerc à Morangis, lors d'une patrouille, les effectifs de police ont été la cible de tirs de mortiers ;
- Dans la nuit du 31 octobre 2022 à 00h45, Rue Emile Zola à Massy, les pompiers, en intervention sur un feu de poubelle, ont été pris dans un guet-apens et ont été la cible de tirs de mortiers lancés depuis les immeubles ;
- Dans la nuit du 31 octobre 2022, Rue des Arrigaux au Coudray Montceaux, les gendarmes, avisés de la présence d'un groupe de jeunes cagoulés avec des barres de fer, ont été la cible de plusieurs tirs de mortiers impactant le véhicule de service, par une quinzaine de jeunes surgissant de derrière les arbres et les buissons ;
- Dans l'après-midi du 06 novembre 2022 à 14h55, Plateau de Ris-Orangis, lors d'une patrouille, les effectifs de police ont été la cible d'un premier tir de mortier à une distance de 10 mètres par un individu, puis par un groupe de plusieurs individus qui faisaient usage à leur tour de tirs de mortiers à une quinzaine de reprises en direction du véhicule sérigraphié. Lors de l'interpellation du premier individu, les effectifs de police ont de nouveau fait l'objet de tirs de mortiers ;
- Dans la soirée du 06 novembre 2022 à 19h13, Rue Henri Sellier à Ris-Orangis, lors d'une patrouille, les effectifs de police ont été la cible de tirs de mortiers ;
- Dans la soirée du 07 novembre 2022 à 20h10, City stade de Ris-Orangis, suite à l'enlèvement d'un véhicule léger pour défaut d'assurance, les effectifs de police ont été la cible de tirs de mortiers ;
- Dans la nuit du 10 novembre 2022 à 23h10, Place Montconseil à Corbeil-Essonnes, lors d'une ronde, l'équipage de police a été la cible de tirs de mortiers par un groupe de jeunes, embusqués derrière les immeubles de l'avenue René Pierre ;
- Dans l'après-midi du 12 novembre 2022 à 17h50, Rue de la Serpente à Grigny, lors d'une ronde, les effectifs de police ont été la cible de tirs de mortiers ;
- Dans la soirée du 12 novembre 2022 à 19h00, Rue du Pont Amar à Evry-Courcouronnes, un chauffeur de bus de la ligne TICE, a été assailli par des individus porteurs de mortiers d'artifice qui désiraient rentrer dans le véhicule. Le machiniste ayant maintenu les portes du bus fermées, a fait l'objet, au moment de quitter les lieux, de tirs de chandelles roumaines n'atteignant pas le bus ;
- Dans la nuit du 20 novembre 2022 à 23h50, Rue du Docteur Roux à Longjumeau, lors du contrôle de quatre individus, les effectifs de police ont été la cible d'une salve de mortiers d'artifice de la part d'individus embusqués.

Considérant la nécessité de prévenir ces désordres par des mesures adaptées et limitées dans le temps, complétant les restrictions nationales et permanentes d'acquisition, de détention et d'utilisation des artifices de divertissement conçus pour être lancés par un mortier ;

Considérant qu'il appartient au préfet de département compétent de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées visant à garantir la sécurité des personnes et des biens ; que des mesures réglementant temporairement la cession des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques les plus dangereux, ainsi que le port et transport de ces produits et des substances ou mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs par des particuliers répondent à ces objectifs ;

Sur proposition du Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ;

ARRÊTE

Article 1 : La cession, à titre onéreux ou non, des artifices de divertissement des catégories F2 à F4, ainsi que celle des articles pyrotechniques des catégories T2 et P2, est interdite.

Article 2 : Sont interdits : la détention, le port et le transport par des particuliers :

- des artifices de divertissement des catégories F2 à F4, ainsi que des articles pyrotechniques des catégories T2 et P2 ;
- dans des conteneurs individuels, de substances ou de mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs, au sens du règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 susvisé, tels que l'essence, le pétrole, le gaz, l'alcool à brûler, le méthanol, la térébenthine, le white spirit, l'acétone, les solvants.

Article 3 : Les personnes justifiant d'une utilisation des artifices de divertissement et articles pyrotechniques à des fins professionnelles titulaires du certificat de qualification prévu à l'article 6 du décret du 31 mai 2010 susvisé ou titulaires d'un certificat de formation ou d'une habilitation prévus à l'article R. 557-6-13 du code de l'environnement, peuvent, et à ces fins exclusivement, déroger aux dispositions du présent arrêté.

Article 4 : En cas d'urgence et pour répondre à un besoin justifié, il peut être dérogé, sur autorisation des forces de sécurité de l'Etat délivrée lors des contrôles, aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté dès lors qu'elles concernent le port et le transport dans des conteneurs individuels, de substances ou de mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs, au sens du règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 susvisé, tels que l'essence, le pétrole, le gaz, l'alcool à brûler, le méthanol, la térébenthine, le white spirit, l'acétone, les solvants.

Article 5 : Les mesures édictées par le présent arrêté sont applicables à compter du jeudi 1^{er} décembre 2022 à compter de 08h00 jusqu'au 03 janvier 2023 à 08h00.

Article 6 : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie Départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans toutes les mairies du département.

Pour le Préfet,
Le Directeur de Cabinet

Cyril ALAVOINE

Voies et délais de recours : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr